

Cote du document: EB 2021/134/INF.6
Date: 15 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Discours d'ouverture du Président, Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Information**

Discours d'ouverture du Président, Gilbert F. Hounbo

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à la dernière session du Conseil d'administration de 2021, qui sera aussi la dernière réunion du cycle de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11).

Nous devons aborder un certain nombre de sujets importants. Cette réunion du Conseil d'administration est décisive. Au regard du contexte et des défis à venir, comme les changements climatiques, la COVID-19 ou les opérations de relèvement postconflit, la capacité d'adaptation et de résilience des populations rurales pauvres est essentielle.

Le lien entre sécurité alimentaire, pauvreté et paix ne laisse aucun doute sur la nécessité d'intensifier l'action menée.

C'est pourquoi nous nous sommes engagés à doubler notre impact d'ici à 2030, sans pour autant compromettre notre stabilité et notre viabilité financières.

S'agissant de la Consultation sur FIDA12, malgré un environnement très difficile, les contributions de base ont atteint un montant record grâce à votre appui.

Les annonces de contributions ont continué d'affluer tout au long de l'année, confirmant l'engagement de nos Membres en faveur des petits producteurs et des populations rurales en général.

À ce jour, le FIDA a reçu 90 contributions – ainsi qu'une contribution spéciale du Saint-Siège – pour un montant total de 1,17 milliard d'USD, soit environ 75% de l'objectif de reconstitution.

De nombreux États membres ont considérablement augmenté leurs contributions au cours de cette période difficile.

En outre, la bonne note de crédit du FIDA nous permet d'emprunter à des conditions de financement concurrentielles.

En ce qui concerne la mise en œuvre du Cadre d'emprunt intégré du FIDA, j'ai le plaisir d'informer les membres que le programme d'eurobons à moyen terme du Fonds a été finalisé et mis sur pied le 3 décembre.

Cet outil important nous permettra d'effectuer rapidement des placements privés si les conditions du marché sont favorables.

À l'occasion d'une séance à huis clos au cours de ce Conseil d'administration, les membres seront invités à approuver une liste d'opérations de placement privé. Par cette initiative clé, nous entamerons le cycle de FIDA12 en ayant la capacité de mobiliser, par l'emprunt, les ressources nécessaires qui seront affectées selon le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées.

Je me réjouis que nous ayons déjà franchi une étape majeure grâce à l'engagement pris par la Banque allemande de développement KfW dans le cadre d'un accord de prêt d'un montant maximal de 400 millions d'EUR. Cette première contribution au programme de prêts de FIDA12 couvre déjà 40% de notre objectif.

En ce qui concerne le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+) et le Programme de participation du secteur privé au financement (PPSPF), nous avons bien progressé, notamment grâce aux importantes contributions récemment apportées par l'Allemagne, le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg et la Suède. Nous tenons à ce que ces mécanismes comblient efficacement le déficit de financement relatif à l'adaptation aux changements climatiques et à la transformation du monde rural.

Mesdames et Messieurs,

Ces derniers mois, il a été particulièrement encourageant de constater l'attention accordée dans le monde entier aux systèmes alimentaires et aux petits producteurs. Bien sûr, des manifestations comme le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et la COP 26 ont joué un rôle à cet égard. Mais je crois que cela témoigne aussi de l'appui et de l'engagement des États membres du FIDA, conjugués au travail acharné et aux activités de sensibilisation stratégiques menés par le personnel du Fonds.

Certains États membres ont fait preuve d'un leadership exemplaire lors de manifestations clés, notamment la France à l'occasion du Forum de Paris sur la paix, l'Italie dans le cadre du G20 et de la deuxième édition du Sommet Finance en commun, le Japon lors du Sommet Nutrition for Growth de 2021, ainsi que l'Italie et le Royaume-Uni durant la COP 26.

Ces processus sont essentiels à la mise en place d'une action forte et unifiée au profit des populations les plus pauvres et les plus marginalisées.

Par exemple, lors du Sommet Finance en commun et avec le concours du G20, les banques publiques de développement de toutes les régions sont convenues de redoubler d'efforts pour mobiliser des financements en faveur des systèmes alimentaires. Une plateforme publique au service du développement sera déployée à cette fin.

Parmi les nombreuses annonces de contributions faites lors de la COP 26, une contribution inédite de 1,7 milliard d'USD a été annoncée de la part des gouvernements de l'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, ainsi que d'autres bailleurs de fonds, dans le but de soutenir les populations autochtones et locales.

Le FIDA continuera de faire en sorte que les populations autochtones tirent directement parti de ces ressources.

En 2021, les questions d'égalité ont occupé une place importante dans la liste des priorités mondiales. Le FIDA se penche également sur ces enjeux en interne.

Comme vous le savez, nous soumettons une nouvelle stratégie pour la diversité, l'équité et l'inclusion à l'approbation du Conseil d'administration. En outre, je suis heureux de vous informer qu'un sondage sur les discours de haine, le racisme et la discrimination a été mené auprès de l'ensemble du personnel du FIDA. Les résultats seront prêts et communiqués au Conseil au début de 2022.

Mesdames et Messieurs,

Il apparaît clairement que les défis de demain demeureront probablement les mêmes qu'aujourd'hui: changements climatiques, pauvreté, faim, pandémies, conflits et inégalités sous toutes leurs formes.

Le FIDA s'engage à œuvrer davantage pour mobiliser des ressources et accroître son impact. L'ensemble de nos réformes, comme la décentralisation et la mise en place de nouveaux outils financiers, nous confère une position idéale pour y parvenir et produire des résultats concrets sur le terrain au bénéfice des femmes et des hommes des zones rurales.

D'après le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) de 2021, nous avons obtenu, malgré la pandémie, de bons résultats en ce qui concerne le nombre de bénéficiaires, les effets directs produits et la performance institutionnelle. Nous avons également atteint notre objectif de décentralisation, à savoir que 33% des postes du personnel sont désormais situés dans les bureaux de pays, et nous sommes intervenus auprès de 128 millions de personnes en 2020.

Néanmoins, nous pouvons toujours faire mieux et, en 2022, nous comptons mettre l'accent sur la durabilité, l'efficacité et l'optimisation des ressources, notamment en renforçant les activités de participation à l'élaboration des politiques au niveau national, les actions de plaidoyer et les capacités du personnel.

En dépit de la pandémie, des occasions de se rendre sur le terrain et de voir la mise en œuvre concrète des investissements du FIDA se sont présentées.

Certains d'entre vous ont participé à la visite du Conseil d'administration en Égypte, au cours de laquelle vous avez pu observer par vous-mêmes comment vos contributions améliorent les conditions de vie des populations rurales au service desquelles nous œuvrons.

J'ai moi-même récemment effectué une visite en Côte d'Ivoire, où j'ai pu constater l'impact du Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) sur la vie des producteurs de cacao.

Les investissements réalisés dans trois coopératives agricoles ont donné aux producteurs de cacao les moyens d'améliorer leurs pratiques et de se faire certifier par Fairtrade, UTZ, Organic et Alliance Rainforest. Grâce à cet étiquetage, conjugué à un meilleur accès aux marchés, les exploitants ont vu leurs revenus augmenter.

Les coopératives ont ainsi pu installer dix pompes hydrauliques et en restaurer dix autres pour assurer l'approvisionnement en eau potable. Cela a particulièrement été utile aux femmes, car ce sont elles qui vont traditionnellement chercher l'eau.

Mesdames et Messieurs,

Avant de conclure, je tiens à informer le Conseil d'administration que j'ai été invité par le Natural Resource Governance Institute, une organisation indépendante à but non lucratif, à assumer la présidence de son conseil d'administration à titre gracieux, à partir d'avril. Cette organisation fournit des conseils aux décideurs politiques et aux acteurs tenus de rendre des comptes, et participe à des activités de plaidoyer afin que les pays riches en pétrole, gaz et minéraux parviennent à un développement durable et inclusif. Comme vous le savez peut-être, elle est également cofinancée par certains de nos États membres (l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse), par des institutions multilatérales et par des organisations philanthropiques.

Cette question a été discutée avec le Bureau de la déontologie, qui a indiqué qu'à première vue, le fait de collaborer avec le Natural Resource Governance Institute n'était pas source de conflits d'intérêts manifestes, étant donné que l'entité ne menait actuellement aucune opération avec le FIDA et que son mandat ne semblait pas contrevenir à la mission du Fonds.

En fin de compte, les résultats obtenus en 2021 constituent dans l'ensemble une base solide pour notre travail en 2022 et le début du cycle de programmation de FIDA12.

Nous continuerons d'œuvrer activement dans les processus mondiaux et veillerons à faire entendre la voix des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées auprès des décideurs.

Je vous remercie de votre attention.